

Qui veut encore retrouver " Bert " ?

LE MONDE | 18.05.1977 | James Sarazin.

Il y a maintenant plus de deux mois qu'Albert Spaggiari, " cerveau " présumé du " gang des égoutiers " de Nice, a disparu après s'être enfui du palais de justice, lors d'un interrogatoire dans le bureau du juge d'instruction, M. Richard Bouazis. Depuis, les enquêtes administratives ouvertes par le ministère de l'intérieur et la chancellerie n'ont retenu aucune responsabilité de la police ou du magistrat dans l'évasion. Un homme – Gérard Rang – a été arrêté, après qu'on eut cru reconnaître en lui le conducteur de la moto qui attendait le fuyard sous les fenêtres du palais de justice. Mais de Spaggiari point. N'étaient les cartes postales qu'il adresse parfois aux journaux, on finirait par croire qu'il ne fut qu'un mythe. À la perplexité des policiers, ses amis n'opposent qu'un silence accompagné d'un sourire entendu. En attendant, pour tous, l'oubli, qui, peut-être, libérera bien des consciences. Car les coulisses de l'enquête sur le " casse du siècle " font apparaître bien des anomalies, qui amènent aujourd'hui à se demander si Albert Spaggiari " libre " n'est pas moins gênant que derrière les barreaux de la prison de Nice.

Lorsque Albert Spaggiari, dit " Bert ", est arrêté le 28 octobre, il y a déjà plus de trois mois que l'enquête sur le " casse " de Nice est ouverte, une enquête pleine d'incohérences, d'insolites maladroites et de curieuses obscurités. Une enquête dont on se demande rétrospectivement si, à des niveaux divers, certains n'avaient pas intérêt à la voir déboucher sur le néant.

Première remarque : dès le début de leurs investigations, les policiers se refusent à travailler sur des renseignements fournis par la gendarmerie, qui devaient pourtant s'avérer essentiels. Au début du mois de juillet, en effet, les gendarmes de la brigade de Saint-Laurent-du-Var ont eu l'attention attirée par une agitation inhabituelle autour d'une villa de Castagniers appartenant à un restaurateur lyonnais. Leur perspicacité aidant, ils en ont même interpellé les cinq occupants momentanés avant de retrouver deux d'entre eux, quelques jours plus tard, à bord d'une voiture, dans le coffre de laquelle ils découvrent plusieurs burins. La police ne fait pas grand cas de cet apport d'informations et préfère agir sur ses propres renseignements. Elle prend connaissance de quelques noms de personnages relativement importants, aux confins du droit commun et de l'activisme politique. Des filatures mobilisent pendant plusieurs semaines des effectifs importants d'inspecteurs. Petit à petit, malgré la rivalité entre services, la police judiciaire commence à reconstituer le réseau. Mais aucun de ceux qu'elle cerne ne commet la moindre maladresse.

Alors que l'enquête s'annonce longue, une intervention intempestive du ministère de l'intérieur va précipiter les choses et faire perdre du même coup toute chance de remonter jusqu'aux vrais responsables du cambriolage. Affirmant qu'un hebdomadaire va publier le 27 octobre les noms des participants au " casse ", la direction de la police, soucieuse d'éviter à ses services de sombrer dans le ridicule, exige qu'un coup de filet ait lieu avant cette date. La date est fixée au 26 octobre.

Ce matin-là, une rafle spectaculaire est organisée à Marseille, à Nice, à Paris, à Avignon et à Montpellier. Aussi spectaculaire qu'inefficace : aucune des trente personnes interpellées n'a joué un rôle majeur dans l'opération ; pour les autres, l'alerte a été suffisamment chaude, et ils disparaissent.

Un policier blanchi

La précipitation n'explique pas seule ce maigre bilan. À Paris, notamment, où l'on a localisé quinze à vingt personnes ayant occupé un niveau d'exécution important tant dans le " casse " de Nice que dans celui de l'île Saint-Louis, un mois plus tard – car on ne doute pas dans les milieux enquêteurs que les deux opérations aient été conçues par les mêmes cerveaux, – on ne met la main que sur quelques exécutants sans importance. La révélation prématurée du coup de filet par un journaliste n'est également qu'une recherche de justification à son échec. En vérité, les chefs du gang ont fui plusieurs heures avant l'annonce de l'opération de police par les radios. Est-ce un pressentiment qui les en a avertis ?

Au cours d'une perquisition menée chez l'un des inculpés, les enquêteurs découvriront par la suite le nom d'un fonctionnaire de la police judiciaire parisienne. Ses fonctions lui permettent de savoir tout ce que trame la police contre les conjurés des égouts. Il aurait ainsi été en mesure de leur annoncer qu'ils étaient surveillés et que leurs téléphones étaient placés sur tables d'écoute. Au moment crucial, il aurait pu les prévenir de l'imminence du coup de filet. Cependant, une enquête menée par l'inspection générale des services de la préfecture de police innocentera ce fonctionnaire.

L'audition des personnes interpellées le 26 octobre n'apporte guère d'éléments décisifs aux policiers. Pendant longtemps, ils prétendront que le nom d'Albert Spaggiari leur a été donné par deux des cambrioleurs présumés, Alain Bournat et Francis Pellegrin, après un patient interrogatoire. La vérité est plus prosaïque : au matin du 27 octobre, un indicateur niçois de la police, connu comme un important receleur dans le milieu azuréen, vient rapporter aux enquêteurs qu'un individu a pris contact avec lui pour écouler plusieurs lingots d'or. Ce vendeur, qui paraissait pressé, c'est Albert Spaggiari, que l'indicateur connaît bien.

Bournat et Pellegrin ne feront que confirmer le renseignement à des policiers à peine crédules : hormis une condamnation récoltée en Indochine en 1954, et une autre en 1962 pour sa participation à l'O.A.S., le dossier de ce sympathisant convaincu de l'extrême droite ne renferme rien, sinon un document de la C.I.A. dans lequel les agents de la centrale américaine déclarent avoir, en septembre 1976, reçu la visite de Spaggiari, qui s'accusa devant eux d'être le responsable du " casse " de Nice et leur proposa de réitérer sa performance à Paris pour faire sauter le siège du parti communiste.

Spaggiari est donc localisé et appréhendé dans sa maison de Bézaudun, " les Oies sauvages ", où il se livre à l'élevage naturel de poulets. Une arrestation aussi aisée a de quoi étonner : pourquoi celui qui va désormais apparaître comme le cerveau du gang, a-t-il pris le risque de demeurer sur place alors qu'il ne peut ignorer les opérations déclenchées la veille ? Vingt-quatre heures, c'est plus qu'il ne lui en fallait pour disparaître, alors que son nom n'était pas même murmuré. Et l'aéroport de Nice offre bien des destinations lointaines.

Si " Bert " ne s'affole pas, c'est qu'il a ses assurances. Un de ses amis, fonctionnaire de la police niçoise, l'informe jour après jour de l'évolution de l'enquête, et le " cerveau " sait à l'occasion se montrer généreux à son égard. Mais un grain de sable va venir enrayer la belle machine mise au point par l'ancien parachutiste : le P.C. d'où sont lancés les ordres d'arrestations est installé non pas à Nice, mais au siège même du service régional de la police judiciaire, à Marseille. L'informateur niçois, court-circuité par ce dispositif, ne peut avertir Spaggiari à temps.

Pendant ses premiers interrogatoires, le 27 octobre, Albert Spaggiari se réfugie dans un mutisme complet. Mais le lendemain de son arrestation, un nouvel indicateur vient confier aux policiers un renseignement d'importance : la maison de Bézaudun abrite un dépôt d'armes.

Une perquisition permet de confirmer les dires de l'informateur. Car, contrairement à ce que l'on fera croire, ce n'est pas une maigre " collection d'armes anciennes " qui est découverte aux " Oies sauvages ", mais bien un arsenal d'armes de tous calibres – du P38 au pistolet-mitrailleur, – de munitions et d'explosifs. L'ensemble de l'inventaire tient en trois feuillets et demi. Mais ce document va curieusement disparaître du dossier.

Véritable nœud de l'affaire Spaggiari, cet épisode de la découverte des armes va donner lieu à un étrange marchandage. L'annonce des résultats de la perquisition plonge d'abord " Bert " dans l'embarras, d'autant que sa femme, surnommée " Audie ", risque d'être inquiétée à son tour. Puis, il propose une " transaction " : les armes contre le cambriolage. Si l'on " oublie " les premières, il est prêt à reconnaître sa responsabilité dans le second. Mais il demande la caution d'un témoin, et il cite à ce propos le nom d'une importante personnalité du ministère de l'intérieur, collaborateur occasionnel du cabinet de M. Michel Poniatowski, qui, dit-il, est pour des raisons diverses au courant des trafics auxquels il se livre. Une amitié qui a parfois rendu service à Spaggiari, notamment lorsqu'il eut besoin, quelques mois plus tôt, d'un passeport que la préfecture des Alpes-Maritimes lui refusait.

Quelle était la destination des armes ? " Bert " n'aura pas à s'en expliquer, mais le fait qu'il ait accepté de reconnaître un cambriolage de 60 millions de francs au moins, en échange du silence sur le lot d'armes, montre assez l'importance que ce stock avait aux yeux de l'ancien parachutiste. Certains enquêteurs rapprochent la découverte de Bézaudun des affinités idéologiques de Spaggiari.

Ancien parachutiste, ancien de l'O.A.S., il est resté un actif militant d'extrême droite et entretient des relations dans toute l'Europe occidentale. Il a même passé plusieurs mois à Munich, qui demeure un actif foyer de l'activisme néo-nazi. Plus tard, il dira aux policiers avoir agi pour le compte d'une organisation d'entraide aux militants " nationalistes " qu'il appelle la Catena. Nul ne retrouvera la moindre trace de cette organisation, dont il situe le siège à Turin, mais on observera qu'à partir de cette ville rayonne un " centre italien de documentation, d'action et d'études " (CIDAS), qui propage une idéologie fascinante.

Ce CIDAS est notamment en relation, en France, avec un " Groupe de recherches et d'études sur la civilisation européenne ", le GRECE, qui exalte à travers des brochures luxueuses certains aspects de la doctrine nazie. Spaggiari a aussi des amis, nostalgiques de l'Algérie française, qui militent un peu partout dans des mouvements d'extrême droite sur les bords de la Méditerranée, et notamment Ordre nouveau, en Italie, qui a besoin d'armes pour mener à bien ses campagnes terroristes dans la péninsule. Les armes individuelles étaient-elles destinées à l'" Internationale noire " ? La question ne sera pas posée.

Affolement à la P.J.

Devant le tour pris par l'affaire, les policiers niçois en réfèrent à Paris, semant l'affolement au sein de la direction centrale de la police judiciaire. Le directeur adjoint de la P.J., M. Honoré Gévaudan, qui se trouve dans le Midi pour superviser les opérations de police, fait le déplacement de Nice. Au terme d'une longue nuit, on apprend, le 29 octobre, que Spaggiari a reconnu être l'instigateur du cambriolage de la Société générale...

Dès lors, l'enquête suit son cours. Les armes sont oubliées ; on ne parle plus que de quelques escopettes. Pour " Bert ", interrogatoires, reconstitutions et confrontations se succèdent, mais " Audie " n'est pas inquiétée. En février, elle part pour la République Centrafricaine. Le 10 mars, Spaggiari s'enfuit du palais de justice de Nice. Dernière forfanterie pour parfaire son auréole : il envoie aux journaux des cartes postales pour transmettre " le

bonjour d'Albert ". Trois semaines après son évasion, son épouse est arrêtée à la descente d'un avion en provenance de N'Djamena. Elle est libérée le 19 avril. Les policiers déclarent rechercher activement le fuyard, sans trop savoir s'il est au bout du monde ou dans un faubourg de Nice. Mais qui souhaite encore retrouver " Bert " ?

James Sarazin